



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

Affaire suivie par : Aline Colas

Laval, le 5 novembre 2025

Monsieur le directeur,

Vous avez transmis, le 1<sup>er</sup> décembre 2020, complété le 13 octobre 2022, votre dossier de réexamen et rapport de base, imposé par la publication de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil, concernant votre site situé ZI du Terras sur la commune de Mayenne.

Votre établissement est autorisé par arrêté préfectoral n° 2001-P-1935 du 16 novembre 2001 modifié à exploiter des installations de transformation du lait comprenant notamment une installation classée sous la rubrique n° 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). Les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 détaille le contenu du dossier requis.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive « IED » à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Il a été acté, par courrier du 5 juin 2013, suite à votre proposition motivée en date du 15 mars 2013 que la rubrique principale de votre établissement est la rubrique 3642-3, et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF (Best Reference Documents) Industries agro-alimentaires et laitières.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF Industries agro-alimentaires et laitières) étant parues au journal officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019, vous deviez remettre son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de votre établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 4 décembre 2023.

Je vous informe qu'après instruction par l'inspection des installations classées, le dossier de réexamen initialement déposé le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et complété le 13 octobre 2022 est considéré complet et conforme aux dispositions de l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

**Monsieur le directeur  
Société Laitière de Mayenne  
413 Rue du Terras  
53100 MAYENNE**

Compte tenu de la situation de votre établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et des engagements en termes de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles applicables, je précise, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, qu'il n'y a pas lieu d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur. Jugées compatibles, les Valeurs Limites d'Émission définies à l'article 24.3 de l'arrêté préfectoral n° 2001-P-1935 du 16 novembre 2001 modifié restent applicables.

Conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, vous trouverez, joint au présent courrier, le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 octobre 2025.

Comme indiqué dans ce rapport, les demandes de modification des conditions d'exploitation que vous avez déposées, sont en cours d'instruction et seront susceptibles, à l'issue de leur examen d'aboutir à une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.

Toutefois, je rappelle :

- qu'il convient d'appliquer l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à partir du 4 décembre 2023 ;
- que vous êtes tenu de mettre en œuvre les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel précité et l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-P-1935 du 16 novembre 2001 modifié.

J'ajoute que le laboratoire, l'atelier de maintenance, la station service et les groupes électrogènes sont intégrés au périmètre IED car considérés comme installations « connexes » par l'inspection des installations classées. En effet, ces installations répondent aux critères du guide IED : « installations ou équipements : s'y rapportant directement ; exploités sur le même site ; liés techniquement à ces installations ; et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. L'existence d'une connexion technique (exemple par tuyauterie, convoyage, etc.) entre une installation et l'installation 3000 n'est pas déterminante pour définir cette première installation comme connexe. Il suffit que l'installation soit liée à la finalité du procédé et aux flux de matières. ».

Le BREF LCP n'est pas, à ce jour, applicable à votre établissement à la lecture du paragraphe 1.3.2.b du « Guide – Rédaction d'un dossier de réexamen – Installations de combustion » de septembre 2017 (champ d'application). Néanmoins, il convient, à la lecture du dernier paragraphe du point 1.3.2.c de ce même guide, de fournir les éléments de comparaison aux MTD et de présenter les niveaux d'émission des appareils de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW (NOTA : les NEA-MTD ne sont pas applicables). Ces éléments de comparaison sont à me transmettre (en deux exemplaires) sous un délai de trois mois.

Enfin, je précise que vous serez tenu, lors de la cessation d'activité de votre établissement, de remettre en état votre site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (SER17219/IED-2 – juillet 2020), en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la préfète et par délégation,  
La directrice de la Citoyenneté,

  
Christèle TILY

Copies transmises pour information à :

- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire – unité interdépartementale Anjou-Maine
- M. le sous-préfet de Mayenne